

RAYMOND MAËDER

COMMISSAIRE AUX COMPTES

34 rue Claude Decaen 75012 Paris

FOODWATCH FRANCE

Association

**53 Rue Meslay
75003 Paris**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Exercice clos le 31/12/2024

Foodwatch FRANCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

À l'Assemblée générale de l'association foodwatch France

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association foodwatch France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 15 mai 2025.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'enregistrement des ressources de l'association.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

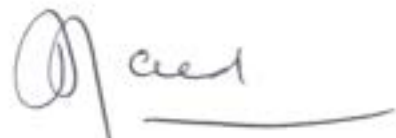
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles ent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante

A Paris, le 15 mai 2025

Le commissaire aux comptes



RAYMOND MAEDER

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Bilan

Bilan (en euros)	Exercice clos le 31/12/2024			31/12/2023
Actif	Brut	Amort. - Prov.	Net	Net
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., matériel et out. industriel				
Autres immobilisations corporelles	42 553	29 492	13 061	5 466
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachés	61		61	61
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	7 824		7 824	7 481
Total I : Actif immobilisé	50 437	29 492	20 945	13 008
Stocks et en cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	67 019		67 019	80 299
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 018		1 018	1 518
Valeurs mobilières de placements				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	416 392		416 392	361 854
Charges constatées d'avance	13 457		13 457	8 853
Total II : Actif circulant	497 886		497 886	452 525
Total III : Frais d'émission des emprunts				
Total IV : Primes de remb. des emprunts				
Total V : Écarts de conversion Actif				
Total Général (I + II + III + IV + V)	548 323	29 492	518 831	465 533

Bilan (en euros)	31/12/2024	31/12/2023
Passif	Net	Net
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau	251 959	182 141
Excédent ou déficit de l'exercice	92 845	69 818
Situation nette (sous-total)	344 804	251 959
Fonds propres consommables		
Total I : Fonds propres	344 804	251 959

Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II : Fonds reportés et dédiés		

Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III : Provisions		

Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 416	96 270
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	127 337	113 497
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 274	3 806
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total IV : Dettes	174 027	213 574

Total V : Ecart de conversion Passif		
---	--	--

Total général (I + II + III + IV + V)	518 831	465 533
--	----------------	----------------

9

Compte de résultat



Compte de résultat (en euros)	31/12/2024	31/12/2023
Cotisations	150	150
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Concours publics et subventions d'exploitation	6 500	1 500
Versements des fondateurs ou consommateurs de la dotation consommable		
Dons manuels	1 187 700	964 485
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	240 684	265 684
Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	29 058	27 282
Total I : Produits d'exploitation	1 464 092	1 259 101
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	510 059	507 394
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	34 016	26 638
Salaires et traitements	558 485	462 620
Cotisations sociales	196 006	158 976
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 068	4 226
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	70 960	31 985
Total II : Charges d'exploitation	1 373 594	1 191 839
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	90 498	67 262

Produits financiers de participations		
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 468	2 661
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III : Produits financiers	2 468	2 661
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de charge		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV : Charges financières		
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	2 468	2 661
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	92 967	69 924
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprise sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V : Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI : Charges exceptionnelles		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	121	106
Total des produits (I + III + V)	1 466 560	1 261 762
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 373 715	1 191 945
Solde créditeur : Excédent	92 845	69 818

Annexe comptable

9

PRÉAMBULE

L'exercice social clos le 31 décembre 2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent, clos le 31 décembre 2023, avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 518 831 euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 92 845 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 27 février 2025 par le conseil d'administration de l'association.

PRÉSENTATION ET FAITS MARQUANTS

Présentation de l'association

L'association a pour objet la défense des intérêts des consommateurs et des consommatrices, en particulier dans le secteur des produits alimentaires et dans tous les secteurs qui s'y rattachent directement ou indirectement (communication, santé, énergie, environnement...).

Les missions sociales de l'association consistent à :

- réaliser ou faire réaliser des activités de recherche et d'analyse à caractère scientifique concernant le secteur des produits alimentaires (production, distribution, commercialisation, consommation...);
- former, conseiller et informer les consommateurs et les consommatrices sur toutes pratiques en matière d'alimentation, notamment sur les pratiques de l'industrie agroalimentaire qui nuisent ou sont susceptibles de nuire à leurs droits et à leur santé ;
- promouvoir les droits matériels et moraux des consommateurs et des consommatrices, en particulier le droit de se voir proposer des produits alimentaires de qualité, sans risque pour la santé et le droit de bénéficier d'une information fiable et transparente ;
- représenter les consommateurs et les consommatrices au niveau local, national et international auprès des pouvoirs publics, des institutions européennes, des instances internationales et de toute autorité ou organisme compétent ;
- exercer toute action en justice visant à défendre les intérêts collectifs et individuels des consommateurs et des consommatrices, membres ou non de l'association, devant toutes juridictions nationales, européennes et internationales.

Les moyens que l'association utilise sont les suivants :

- réaliser en toute indépendance des activités de recherche et d'analyse de caractère scientifique ;
- informer le public et former les consommateurs et les consommatrices sur les résultats de ces recherches et enquêtes par le biais de tous supports, notamment écrits ou électroniques ;
- tenir des réunions d'information ;
- tenir des permanences ;



- exercer des activités d'accueil des consommateurs et des consommatrices, d'expertise et de règlement amiable des litiges ;
- organiser des formations, réunions, congrès, conférences, séminaires, colloques... ;
- réaliser et diffuser des publications (résultats des recherches, études, analyses, rapports et comptes rendus des réunions, congrès, conférences, séminaires, colloques... ;
- organiser des manifestations, des événements d'ampleur et des campagnes de sensibilisation ;
- participer à d'autres publications dont les buts sont conformes à ceux de l'association ;
- assurer une représentation effective et permanente des consommateurs et des consommatrices, et réaliser des démarches auprès des pouvoirs publics, institutions européennes et instances internationales compétentes pour solliciter et provoquer des mesures législatives ou réglementaires nécessaires à la défense et à la promotion des droits des consommateurs et des consommatrices ;
- le cas échéant, exercer en justice les droits reconnus à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif des consommateurs et consommatrices ;
- le cas échéant, demander en justice toute mesure destinée à faire cesser des agissements illicites ou à supprimer dans le contrat ou le type de contrat proposé aux consommateurs et aux consommatrices une clause illicite ;
- le cas échéant, agir devant les juridictions compétentes afin d'obtenir la réparation des préjudices individuels subis par des consommateurs et des consommatrices placés dans une situation identique ou similaire et ayant pour origine commune un manquement d'un même professionnel à ses obligations légales ou contractuelles ;
- de façon plus générale, mettre en œuvre tous les autres moyens susceptibles de concourir directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.

Par arrêté ministériel du 6 janvier 2023, publié au Journal officiel le 18 janvier 2023, l'association foodwatch France a reçu l'agrément pour exercer sur le plan national les droits reconnus aux associations agréées de consommateurs par le code de la consommation.

ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

RAS

PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes énoncés par l'Autorité des normes comptables dans le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et dans le règlement n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en euros.

Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu sur l'exercice 2024.



NOTES SUR L'ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	30 891 €	11 662 €		42 553 €
Immobilisations financières	7 542 €	343 €		7 885 €
TOTAL	38 432 €	12 005 €		50 437 €

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine de l'association compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Amortissements

Actif immobilisé	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	25 424 €	4 068 €		29 492 €
TOTAL	25 424 €	4 068 €		29 492 €

Le matériel de bureau est amorti de façon linéaire sur 3 ans, et le mobilier de façon linéaire sur 10 ans.

État des créances et charges constatées d'avance

État des créances	Montant brut	À un an	À plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	7 824 €	7 824 €	
Créances de l'actif circulant	68 037 €	68 037 €	
Charges constatées d'avance (charges d'exploitation)	13 457 €	13 457 €	
TOTAL	89 318 €	89 318 €	0 €

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

État des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	
TOTAL	0 €

9

NOTES SUR LE PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres (article 432-22 du règlement ANC n°2018-06)

	À l'ouverture	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		À la clôture
Postes	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	0 €							0 €
Fonds propres avec droit de reprise	0 €							0 €
Écarts de réévaluation	0 €							0 €
Réserves	0 €							0 €
Report à nouveau	182 141 €	69 818 €	0 €					251 959 €
Excédent ou déficit de l'exercice	69 818 €	-69 818 €	0 €	92 845 €	0 €			92 845 €
SITUATION NETTE	251 959 €	0 €	0 €	92 845 €	0 €			344 804 €
Fonds propres consommables								
Subventions d'investissement	0 €							0 €
Provisions réglementées	0 €							0 €
TOTAL	251 959 €	0 €	0 €	92 845 €	0 €	0 €	0 €	344 804 €

État des dettes et des produits constatés d'avance

État des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Établissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	45 416 €	45 416 €		
Dettes fiscales et sociales	127 337 €	127 337 €		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	1 274 €	1 274 €		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	174 027 €	174 027 €	0 €	0 €

Les dettes sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

0

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Ventilation des ressources provenant de la générosité du public

Les dons constituent une ressource essentielle de l'association, ce qui leur confère un caractère de produits d'exploitation et non un caractère exceptionnel.

Conformément aux consignes de l'administration fiscale, seuls les dons reçus en 2024 sont comptabilisés dans les recettes de l'exercice 2024 et donnent droit à un reçu fiscal au titre de l'année 2024.

Les ressources provenant de la générosité du public sur l'exercice s'élèvent à 1 187 700 euros et se décomposent de la façon suivante :

Ressources provenant de la générosité du public	2023	2024
Dons manuels	964 485 €	1 187 700 €
TOTAL	964 485 €	1 187 700 €

Avantages et des ressources provenant de l'étranger

Version synthétique¹ de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour l'exercice N (article 432-4 du règlement ANC n°2022-04)

État du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
ALLEMAGNE	58 506 €
ANDORRE	140 €
AUTRICHE	60 €
BELGIQUE	3 275 €
CANADA	175 €
CHYPRE	90 €
ESPAGNE	384 €
ETATS-UNIS	35 811 €
GRÈCE	150 €
IRLANDE	130 €
ITALIE	285 €
LUXEMBOURG	1 281 €
MADAGASCAR	10 €
MALTE	15 €
MAROC	180 €
PAYS-BAS	898 €
POLOGNE	100 €
PORTUGAL	50 €
ROYAUME-UNI	120 €
SUÈDE	85 €
SUISSE	182 186 €

¹ La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'association doit établir en application de l'article 21 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 est mise à la disposition du public au siège de l'association sur demande écrite par mail à l'adresse info@foodwatch.fr.

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des dirigeants et dirigeantes

Aucun membre du conseil d'administration de l'association n'est rémunéré. Par ailleurs, selon l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, seules les associations recevant des subventions publiques de plus de 50 000 € doivent publier chaque année les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 4 400 €.

Concours publics et subventions d'exploitation

L'indépendance est l'un des piliers de l'activité de foodwatch, y compris lorsqu'il s'agit de notre financement. Pour garantir cette indépendance, foodwatch refuse toute subvention publique, ou d'entreprises qui pourraient présenter le moindre conflit d'intérêt.

Le montant de 6 500 € à la rubrique "Concours publics et subventions d'exploitation" correspond à l'aide attribuée automatiquement aux employeurs d'apprentis, sans qu'il n'y ait lieu de la demander.

Nature et évaluation des contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature sont détaillées au point 6. de l'annexe du CROD et du CER.



COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	Exercice N (31/12/2024)		N-1 (31/12/2023)	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
1 - PRODUITS LIÉS A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie	150 €	150 €	150 €	150 €
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	1 187 700 €	1 187 700 €	964 485 €	964 485 €
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat				
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIÉS A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises	240 684 €		265 684 €	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	38 026 €		31 443 €	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public				
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS				
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DÉPRECIATIONS				
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS				
TOTAL	1 466 560 €	1 187 850 €	1 261 762 €	964 635 €
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	925 193 €	925 193 €	790 221 €	790 221 €
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	320 154 €	262 657 €	280 923 €	174 415 €
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	124 179 €		116 469 €	
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DÉPRECIATIONS	4 068 €		4 226 €	
5 - IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	121 €		106 €	
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE				
TOTAL	1 373 715 €	1 187 850 €	1 191 945 €	964 635 €
EXCÉDENT OU DÉFICIT	92 845 €	0 €	69 818 €	0 €

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice N (31/12/2023)		N-1 (31/12/2023)	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIÉES A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIÉES A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	49 532 €		13 721 €	
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	49 532 €		13 721 €	
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France	49 532 €		13 721 €	
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
TOTAL	49 532 €		13 721 €	

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (LOI n° 91-772 DU 7 AOÛT 1993)

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES			1 - RESSOURCES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie	150 €	150 €
- Actions réalisées par l'organisme	925 193 €	790 221 €	1.2 Dons, legs et mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels	1 187 700 €	964 485 €
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie		
- Actions réalisées par l'organisme			- Mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	262 657 €	174 415 €			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	0 €	0 €			
TOTAL DES EMPLOIS	1 187 850 €	964 635 €	TOTAL DES RESSOURCES	1 187 850 €	964 635 €
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0 €	0 €	2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE			3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS		
EXCEDENT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	1 187 850 €	964 635 €	TOTAL	1 187 850 €	964 635 €
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public		
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES DE L'EXERCICE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			Bénévolat		
Réalisées en France			Prestations en nature		
Réalisées à l'étranger			Dons en nature		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À LA RECHERCHE DE FONDS					
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT					
TOTAL			TOTAL		

ANNEXE DU CROD ET DU CER

1. Présentation du CROD et du CER

Le compte de résultat par origine et destination est établi conformément à l'article 432-2 du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le compte d'emploi des ressources (CER) est une présentation adaptée du compte de résultat, destinée à mettre en perspective les dons collectés et les coûts des moyens mis en œuvre. Il ne saurait être confondu avec le compte de résultat, qui comptabilise les charges et les produits (par nature) de l'ensemble des activités de l'association.

Le CER est obligatoire pour les associations faisant appel à la générosité du public afin d'assurer la transparence financière, notamment vis-à-vis des donateurs et des donatrices. Il a été élaboré conformément à la loi n°91-772 du 7 août 1991 et au règlement ANC n°2018-06.

2. Méthode d'élaboration

Le CROD est constitué de deux colonnes contenant des informations chiffrées :

- les chiffres concernant les emplois et les ressources présentés dans la colonne « TOTAL » correspondent aux charges et aux produits du compte de résultat au 31 décembre 2024 ;
- les chiffres indiqués dans la colonne « Dont générosité du public » font ressortir spécifiquement les opérations liées à la générosité du public.

Le CER correspond à la colonne « Dont générosité du public » du CROD et il est constitué de deux parties :

- la partie droite présente les chiffres concernant les ressources collectées auprès du public (« ressources par origine ») ;
- la partie gauche présente les chiffres concernant les emplois effectués avec les ressources collectées auprès du public (« emplois par destination »).

Les charges et produits du compte de résultat sont affectés analytiquement à des catégories définies par foodwatch selon leur origine et leur utilisation. Ces catégories sont ensuite affectées aux différentes rubriques du CROD et du CER soit de façon :

- directe : affectable à 100% à une catégorie ;
- non directe : affectable en fonction de clés explicitées ci-après.

3. Ressources

3.1. Ressources liées à la générosité du public (§ 1)

Ces ressources sont définies comme suit par foodwatch France :

- cotisations des membres sans contrepartie - § 1.1
- dons manuels non affectés - § 1.2



3.2. Ressources non liées à la générosité du public (§ 2)

Ces ressources sont définies comme suit par foodwatch France :

- contributions financières sans contrepartie - § 2.3 - qui correspondent aux fonds versés par d'autres associations ou fondations sous forme de mécénat, partenariats, ou tout autre concours, et en particulier par foodwatch Allemagne ;
- autres produits non liés à la générosité du public - § 2.4 - qui comprennent les produits divers, les remboursements de charges, les produits financiers non issus de la générosité du public et les produits exceptionnels.

Nous rappelons que foodwatch France est une association indépendante et refuse pour cela toute subvention d'entreprises qui pourraient présenter un conflit d'intérêt.

4. Emplois

4.1. Missions sociales (§1)

foodwatch France a pour objet la défense des intérêts des consommateurs et des consommatrices, en particulier dans le secteur des produits alimentaires et dans tous les secteurs qui s'y rattachent directement ou indirectement (communication, santé, énergie, environnement...).

Missions sociales réalisées en France / actions réalisées par l'organisme (§ 1.1)

Ce poste inclut :

- des coûts directs :
 - frais liés à l'élaboration et à la mise en œuvre des campagnes (enquêtes, documentation, actions de mobilisation, rendez-vous de plaidoyer avec des décideurs et décideuses industrielles et politiques, actions en justice, etc.) ;
 - frais liés aux travaux de communication en lien avec nos campagnes (publications, conférences de presse, suivi des médias, etc.) ;
 - frais liés à nos communications sur les supports dématérialisés (site internet, réseaux sociaux...).
- des coûts indirects et donc une quote-part :
 - des frais de la direction générale (les frais de la direction générale sont répartis sur les différentes rubriques d'emploi du CER en fonction du temps dédié) ;
 - des frais liés à la sensibilisation sur nos campagnes par téléphone (au prorata du temps dédié sur les missions sociales) ;
 - des frais des services généraux de l'association (service administratif et financier et charges de bureau) (au prorata du temps dédié des personnes employées sur les missions sociales) ;
 - des frais du service dons (au prorata du temps dédié des personnes employées sur les missions sociales).

4.2. Frais de recherche de fonds (§2)

foodwatch France a des frais d'appel à la générosité du public (§ 2.1) afin de garantir son indépendance.

Ce poste comprend :

- des coûts indirects et donc une quote-part :



- des frais de la direction générale (les frais de la direction générale sont répartis sur les différentes rubriques d'emploi du CER en fonction du temps dédié) ;
- des frais liés au télémarketing (au prorata du temps dédié) ;
- des frais des services généraux de l'association (service financier et charges de bureau) (au prorata du temps dédié des personnes employées sur les campagnes de télémarketing et le suivi des donateurs et donatrices) ;
- des frais du service dons (au prorata du temps dédié des personnes employées sur les campagnes de télémarketing et le suivi des donateurs et donatrices).

4.3. Frais de fonctionnement (§ 3)

Ce poste comprend :

- des coûts directs :
 - frais liés aux membres du conseil d'administration de foodwatch, autres que des rémunérations puisque leurs fonctions sont bénévoles ;
 - frais de provision comptable sur congés payés.
- des coûts indirects et donc une quote-part :
 - des frais de la direction générale (les frais de la direction générale sont répartis sur les différentes rubriques d'emploi du CER en fonction du temps dédié) ;
 - des frais des services généraux de l'association (service financier et charges de bureau) (au prorata du temps dédié des personnes employées sur le fonctionnement général de l'association).

5. Principe d'affectation par emploi des ressources collectées auprès du public

Les ressources collectées auprès du public dans l'année sont affectées aux emplois selon l'ordre de priorité suivant :

1. Missions sociales réalisées en France
2. Frais d'appel à la générosité du public (afin de garantir l'indépendance financière de foodwatch France)
3. Frais de fonctionnement

En cas d'insuffisance des ressources de l'exercice, les ressources non utilisées des exercices antérieurs seront affectées aux emplois de l'exercice selon le même ordre de priorité.

6. Évaluation des contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature correspondent à une prestation de service fourni gratuitement pour améliorer le référencement de notre site sur internet. Le montant exact de la prestation nous est indiqué par le prestataire.

Cette prestation est directement affectable en missions sociales, dont le site internet est le support central (signatures de pétitions, contenus des campagnes, abonnements à la newsletter, etc.).

